

no 204 Rio de Janeiro le 10 juin 1822.

A S. E. Monsieur Le Vicomte de Albuquerque,
cy, Ministre des affaires étrangères,
Monsieur

D'après l'esprit et le sens littéral des instructions qui m'ont été transmises par le Prédicteur de V. E. en date du 18 août de l'an passé, je ne devrais pas balancer à cumuler l'exercice des fonctions de Chargé d'affaires, et me borner à celles de Consul Général, en conséquence des derniers événements qui relâchent d'une manière indubitable les liens de ce pays avec le Portugal, et tendent visiblement à lui créer des intérêts et une existence particulière. Cependant, Monsieur, ces mêmes instructions me prescrivent également la plus grande réserve dans ma conduite au milieu des événements qui se passent autour de moi, et d'ailleurs Le Prince Régent, auquel l'autorité de S. M. Très Fidèle a été remise continue d'être à la tête du gouvernement.

Dans cette perplexité, dans ces circonstances embarrassantes, je ne puis perdre de vue une considération importante, et c'est que d'après l'agitation du esprit et l'effluence des passions soit dans le parti Portugais soit dans le Brésilien, l'interruption de mes fonctions diplomatiques en ce moment seroit très malicieusement et très violemment interprétée par tous les deux, l'un en présumant avec excès cette démarche, et l'autre en la dénigrant avec mépris. Cela ne pourroit qu'être très nuisible, puis que dans le fait, je me présenterais seul et le premier ayant en moi-même l'air ou l'apparence de primauté sur une question qui ne sauroit être jugée également qu'à Lisbonne. Il me paroit, Monsieur, que je dois éviter de me placer dans une aussi désagréable position, et que je ne puis perdre de vue que je produirais nécessairement une impression qui pourroit devenir funeste à mes nombreux compatriotes établis en cette Capitale et dans ses

environs.

Une circonstance dont j'ai eu l'empresse d'informer V. G. contribuerait encore à survenir les commentaires aux quels on se livrerait si j'interrompis en ce moment mes fonctions diplomatiques.

Un journal Portugais qui s'imprime depuis quelques années à Londres sous le titre de Correio Braziliense dans le n.º du mois de février, donne la nouvelle que S. M. Très Chrétienne accorda un secours de vaisseaux et de batimens de guerre destinés à contenir le Brésil au Roi de Portugal, moyennant la cession faite à la France de la Guyane Portugaise. Cette nouvelle, malgré son absurdité, a fait ici beaucoup de sensation, et cela ne peut être autrement, car trop d'individus ont intérêt à répandre et à multiplier les bruits de la discorde pour ne pas profiter avec empressement de tout ce qui se présente, quelque soit d'ailleurs son absurdité; ainsi la représentation adressée à S. M. pour demander la convocation des Cortes Brésiliennes a répété et allégué cette nouvelle, le Président de la Municipalité en haranguant dernièrement le Prince pour le remercier n'a pas manqué de la mentionner de nouveau, et cette publicité, et ensemble lui ont donné une certaine consistance malgré mes efforts confidentiels pour la supprimer.

D'après cette exposition, tant que S. M. le Prince Régent ne sera pas désavoué par S. M. le Roi son Père, ou que d'ailleurs ce Prince ou les évènements ne seront pas plus promues, je continuerai l'exercice des fonctions de Chargé d'affaires, en continuant de mettre dans ma conduite toute la pureté et la circonspection possible, et dont j'ai pu avoir donné des témoignages non équivoques.

Mabi